

En Chine, la relance de la natalité à tout prix

Allocations, propagande, chantage... A Tianmen, les femmes sont fortement incitées à faire plus d'enfants

REPORTAGE

TIANMEN (HUBEI) - envoyé spécial

L'imposant panneau de propagande représentant une famille nombreuse jouant sur fond de ciel bleu donne le ton. «Des frères et sœurs sont la plus grande richesse que des parents puissent offrir à leur enfant», y lisent les citoyens en se rendant au travail. La Chine est engagée dans une bataille pour réanimer sa démographie, le combat s'annonce difficile, et Tianmen se voit en ligne de front. Cette petite ville du centre du pays, 500 000 habitants, a fait du redressement de la natalité une priorité absolue et se targue d'être parvenue en 2024 à 7 217 naissances soit 17 % de hausse d'une année sur l'autre après huit années consécutives de chute. La presse officielle va jusqu'à parler d'un «môde de Tianmen».

Dans cette ville du Hubei comme dans tant d'autres, le centre commercial Wanda est le cœur de la vie de la cité. En cet après-midi de début octobre, de jeunes parents sont montés jusqu'au dernier étage, dans un centre privé d'accompagnement pour nourrissons, pour donner le bain et les soins à leur bébé, Wanzi, 3 mois. Zhang Yu, une streameuse vendeuse de produits de 27 ans, et Xiong Longji, chauffeur de bus de 28 ans, trouvent leur petite fille adorable, et elle dort déjà bien la nuit. Pourtant, comme la plupart des parents en Chine, ils prévoient de s'arrêter là. «Elle est facile, mais nous ne pensons pas en faire un deuxième», dit le mari.

Voilà trois années consécutives, probablement quatre avec 2025, que la Chine voit sa population baisser. Avec seulement un enfant par femme aujourd'hui contre 2,5 en 1990 et alors qu'il en faut 2,1 par femme pour assurer le maintien d'une population stable, le pays est tombé dans «l'ultrafaible fécondité», selon la formule des Nations unies. Il est sujet à un vieillissement accéléré et à une chute de sa population active qui annoncent des difficultés majeures de financement du grand âge et de dynamisme économique, avant même que la population ait pu disposer des mêmes revenus que des pays riches de la région, Japon ou Corée du Sud.

Ralentissement de l'économie

Pour une population devenue majoritairement urbaine, le coût de la vie et d'une bonne éducation – avec les cours du soir qu'elle implique –, puis la nécessité d'aider à l'achat de l'appartement pour trouver à se marier, sont dissuasifs. Les mariages plus tardifs ou le refus pour certaines femmes de se marier dans un cadre familial traditionnel largement subi et les impératifs de réussite de carrière sont autant de facteurs qui limitent la propension à faire des enfants. La perte de foi en l'avenir en est un autre dans une phase de ralentissement de l'économie et de hausse du chômage des jeunes.

L'Etat chinois a aussi une large part de responsabilité dans la si-



Deux mères avec leurs enfants dans l'aire de jeux d'une galerie commerciale, à Tianmen (Chine), le 9 octobre. PHOTO: GILLES SABRIÉ POUR «LE MONDE»

«Avoir plusieurs enfants est devenu un facteur déterminant pour la progression de carrière», raconte une institutrice

tuation. Durant trente-six ans, de 1980 à la fin 2015, le pays a interdit à ses couples d'avoir plus d'un enfant. Tardivement, il y a tout juste une décennie, les autorités ont annoncé l'abandon de la politique de l'enfant unique puis permis aux familles, en 2021, d'avoir trois enfants. Malgré l'urgence, elles n'ont toujours pas renoncé à dicter combien d'enfants peuvent avoir les citoyens – même si dans les faits très peu vont déjà jusqu'à trois.

Sans jamais reconnaître l'effet délétère de ses politiques passées, le gouvernement les a complètement inversées. Le congé plus long en cas de mariage tardif, qui existait jusqu'en 2015, pour dissuader de procréer, est donné maintenant aux couples qui se marient jeunes pour les convaincre de faire des enfants. Les amendes prohibitives pour naissances hors quotas ont laissé place aux abattements fiscaux pour enfant à charge. Les agents du bureau de la santé, ex-planning familial, ne vont plus toquer aux portes pour imposer des avortements mais sensibiliser au bonheur d'avoir un bambin, aux bienfaits pour l'équilibre psychologique de grandir dans une fratrie et à ceux pour le corps des femmes d'avoir un bébé tôt. Ils ont aussi tout un argumentaire pour essayer de faire changer d'avis les femmes qui envisagent un avortement.

Les villes ont abandonné la course à qui sera la plus zélée dans l'application de l'enfant unique pour une concurrence à qui saura redresser sa courbe de natalité. Les officiels locaux, en plus

d'autres critères tels que le respect des objectifs de croissance du produit intérieur brut (PIB), sont jugés là-dessus. Et Tianmen tient le haut du pavé. Des délégations de fonctionnaires sont envoyées de tout le pays s'inspirer de son succès. Il est l'œuvre du secrétaire du Parti communiste de la ville, le plus haut poste localement. Ji Daoqing présente sa politique d'allocations plus généreuses qu'ailleurs comme un «investissement en capital» et promeut une société qui «respecte, encourage et protège la natalité», selon le *China Daily*, un quotidien étatique.

Les jeunes mariés peuvent demander l'équivalent de 7 200 euros d'aide à l'achat de leur logement, puis les couples qui ont un deuxième enfant peuvent compter sur 100 euros par mois jusqu'aux 3 ans de l'enfant et encore 120 euros mensuels s'ils en ont un troisième. Des affiches de la Commission municipale de la santé font miroiter des aides qui, cumulées, peuvent atteindre jusqu'à 35 000 euros pour le deuxième enfant, 43 000 pour le troisième. Le gouvernement central se convertit aussi à ce type de politique. La Chine a annoncé en juillet une subvention de 438 euros par enfant et par an jusqu'à leurs 3 ans et en août la levée des frais de scolarité pour la dernière année de maternelle – l'enseignement n'est gratuit et obligatoire qu'à partir de 6 ans.

Porte-à-porte

La ville a profité de la fermeture des maternités des districts périphériques faute de naissances pour rénover l'établissement central, et annoncé la gratuité des contrôles de santé durant la grossesse. Des soins de récupération dans les semaines et les mois suivant l'accouchement y sont proposés, de la médecine traditionnelle à la physiothérapie. «Nous essayons d'être un hôpital qui aide les naissances», dit la sous-directrice, Tang Lirong.

Devant les toboggans, la piscine à boules et l'atelier Lego installés



Une affiche encourage à la procréation : «Des frères et sœurs sont la plus grande richesse que des parents puissent offrir à leur enfant». A Tianmen, en Chine, le 10 octobre.

au rez-de-chaussée du centre commercial, une mère confie que les allocations locales ne sont pas pour rien dans sa décision d'enregistrer la naissance de son fils de 5 mois à Tianmen. Cette femme, qui juge préférable de ne donner que son nom de famille, Li, et son mari sont bien originaires de Tianmen mais ils vivent à Suzhou, dans la Chine côtière proche de Shanghai où les emplois sont bien plus attrayants. Elle a accouché à Suzhou, à 700 kilomètres à l'est, mais c'est essentiellement pour toucher les subventions qu'ils ont choisi de déclarer leur second enfant dans leur ville d'origine. De quoi relativiser le miracle de natalité local. Mme Li confie d'ailleurs que des fonctionnaires locaux l'ont appelée dès qu'ils ont appris qu'elle était enceinte pour l'inciter à bien faire du futur nouveau-né un «enfant de Tianmen».

C'est que les cadres locaux ne laissent rien au hasard. Mme Li, en congé à Tianmen avant de repar-

rir à Suzhou, est accompagnée de sa meilleure amie, enseignante dans le primaire, ainsi que de leurs enfants et de leurs belles-mères. L'amie, 36 ans qui n'a pas souhaité donner ses nom et prénom, raconte que dans l'école où elle enseigne, le proviseur mais aussi le syndicat – une branche de l'Etat-parti en Chine – lui rappellent régulièrement qu'elle devrait envisager un second enfant. «Avoir plusieurs enfants est devenu un facteur déterminant pour la progression de carrière», dit cette femme. Elle relate que les agents de la commission de la santé font du porte-à-porte dans les districts ruraux et périurbains de Tianmen pour répéter qu'il est bon d'avoir des enfants jeunes et qu'un bébé fait le bonheur de toute la famille.

La triste ironie de ce démarcage nataliste n'échappe pas à ces deux amies, qui montrent leurs deux belles-mères en train de papoter tout en surveillant leurs petits-enfants. Mme Li baisse

la voix pour raconter que sa belle-mère a été forcée d'avorter à huit mois d'une grossesse hors quota il y a quelques décennies. Son mari aurait sinon perdu l'emploi de fonctionnaire qui faisait vivre sa famille. Puis l'autre grand-mère se joint à la discussion et raconte comment dans les années 1990, son jeune fils fut confisqué à sa famille par le planning familial une semaine durant, jusqu'à ce qu'elle vienne effectuer un test de grossesse réglementaire à Tianmen pour s'assurer qu'elle n'ait pas un deuxième enfant alors qu'elle était retenue par son emploi dans un atelier textile à Canton.

«Les politiques ont changé», euphémise Mme Li, expliquant qu'au Hubei la petite ville était connue pour son application particulièrement brutale de l'enfant unique. Mais les citoyens de Tianmen, comme ceux de toute la Chine, ne doivent pas regarder en arrière. ■

